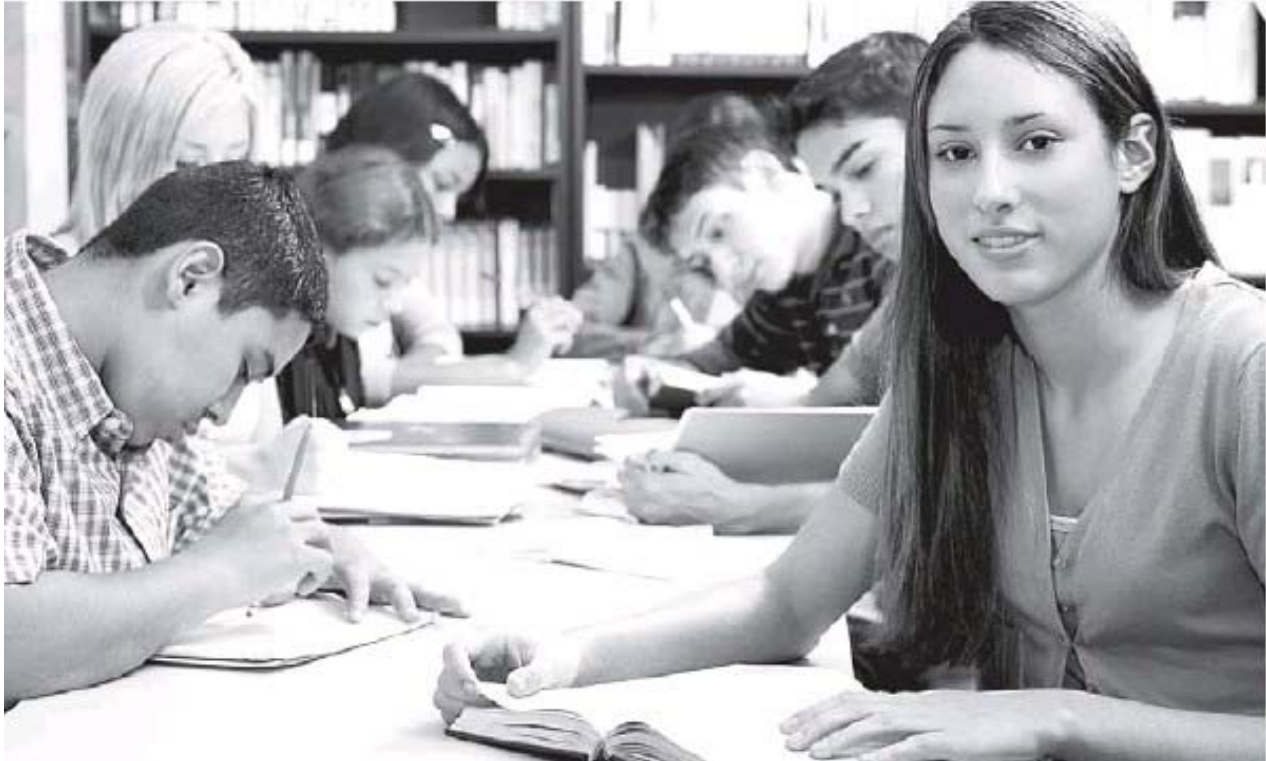


19 août 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI Médias et culture anglophones

Il ne faut pas se fier qu'à l'école

Les francophones en situation minoritaire font erreur en faisant de l'école le lieu premier de développement de leur communauté, estiment les auteurs d'une nouvelle étude portant sur l'éducation et l'autonomie culturelle en milieu minoritaire.



ARCHIVES, Ledroit

Selon Rodrigue Landry, le directeur de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, les communautés francophones canadiennes devraient, pour assurer l'avenir de la francophonie, se trouver d'autres institutions que l'école, car celle-ci n'est pas suffisante.

Pour Rodrigue Landry, le directeur de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, cela ne fait pas de doute: l'école ne peut être la seule institution des communautés francophones canadiennes.

« L'école peut jouer un rôle de pierre angulaire, mais à la suite de l'étude, on pense qu'on s'y fie peut-être un peu trop pour assurer l'avenir de la francophonie. Quand on regarde les élèves, on voit qu'ils sont de plus en plus 'bilingues' au niveau identitaire, dans leur vécu. L'école ne peut tout faire », résume l'auteur, avec Réal Allard et Kenneth Deveau, d'École et autonomie culturelle : Enquête pancanadienne en milieu scolaire francophone minoritaire.

Les données recueillies dans le cadre de l'enquête le démontrent: plus ils avancent dans leur parcours scolaire, moins les élèves parlent le français à l'extérieur des salles de classe.

Parmi les écoliers franco-ontariens de troisième année, 63,2 % s'exprimaient surtout en français à l'extérieur des classes, en 2005. Rendus en 12e année, à peine 27% des élèves considéraient utiliser « surtout le français » en dehors des cours. Un autre 36,2 % estimait s'exprimer « moitié-moitié » en français et en anglais.

« Il y a un nombre important de choses qui se passent à l'extérieur de l'école qui contribue à l'affaiblissement de l'identité, renchérit Kenneth Deveau. Par exemple, les francophones en milieux minoritaires ne consultent à peu près pas les médias francophones, alors que la télévision et la presse

contribuent de façon importante à la construction identitaire. »

Entre l'âge de 2 à 12 ans, le contact des jeunes franco-ontariens sera dans 51 % des cas « anglo-dominant » dans le cas d'Internet. Ni la musique, les journaux, magazines, livres, radios, télévisions, films et pièces de théâtre ne seront principalement abordés en français.

En ce sens, la petite enfance pose un grand défi, ajoute M. Landry.

« On a fait énormément de gains sur le plan institutionnel. Là où il n'y avait pas d'écoles, il y en a aujourd'hui. Mais on se rend compte que ça ne suffit pas. Les jeunes ont un vécu qui se passe surtout en anglais, et à peine 50% des (enfants qui ont droit à l'éducation en langue française) vont aboutir dans des écoles françaises. » Les unions entre conjoints francophones et anglophones seraient principalement responsables de ce phénomène.

La clef : conscientiser

Les chercheurs postulent que pour renverser la tendance actuelle, les jeunes — et les moins jeunes, cela va sans dire — doivent être davantage conscientisés face à la valeur du français, à sa pertinence dans le contexte canadien, voire mondial.

« Plus les élèves auront été mis en contact avec la réalité des communautés francophones en situation minoritaire [...], plus cela leur donnera une conscience de la fragilité de la vitalité du français. Cela détermine les comportements futurs », dit M. Landry.

Pour les trois experts, cette prise de conscience passe par la définition d'une nouvelle identité francophone minoritaire pancanadienne. Se regrouper pour mieux cheminer, en somme.

« Le projet des Franco-Ontariens, des Franco-Manitobains [...] ça ne marche pas. Il faut que cette idée laisse place à un projet d'identité de francophones canadiens, dit M. Deveau. C'est une question de légitimité. Les francophones sont partout au Canada, on doit se voir comme étant membre d'une francophonie à l'échelle du pays, voire mondiale. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | WILL CAMPBELL | La Presse Canadienne

Ottawa recherche 32 immigrants criminels

Ils risquent la déportation

« En n'agissant pas contre ceux qui abusent de notre générosité, nous manquons à nos engagements envers les immigrants de plein droit et les immigrants éventuels »
-Vic Toews

TORONTO — Le gouvernement fédéral a allongé sa liste de personnes recherchées en y incluant des immigrants et des réfugiés condamnés au Canada pour crimes graves et risquant la déportation.

Judi, le ministre fédéral de la Sécurité publique, Vic Toews, a annoncé que l'Agence des services frontaliers du Canada avait inscrit 32 personnes dans une nouvelle section de la page « Personnes recherchées par l'ASFC » de son site Internet.

Ces 32 personnes — 30 hommes et deux femmes — sont arrivées au Canada grâce au processus concernant les immigrants et les réfugiés, et détiennent le statut de résident permanent.

M. Toews a précisé que ces personnes avaient été déclarées coupables de crimes entrant dans la catégorie « grande criminalité » — des crimes sanctionnés par une peine de six mois et plus — et ayant été commis au Canada.

Chacune de ces personnes est visée par un mandat de renvoi en vigueur à l'échelle du pays. Plusieurs des personnes figurant sur cette nouvelle liste n'ont pas été retrouvées par les autorités après leur emprisonnement.

« Elles ont été sanctionnées et elles n'ont pas le droit de rester ici (au Canada) », a fait valoir le ministre Toews à des journalistes durant une conférence de presse à Toronto.

Presque tous ces individus ont été condamnés pour plusieurs crimes ; l'infraction la plus courante est voies de fait. Douze de ces 32 personnes ont été condamnées pour trafic de drogue, et une autre l'a été pour meurtre non prémédité.

Ces 32 personnes recherchées sont originaires d'un peu partout dans le monde, notamment de l'Amérique latine, l'Afrique, la Chine et l'Europe.

Au dire de M. Toews, le Canada compte 2700 résidents permanents ayant été condamnés pour des crimes graves.

Le ministre Toews estime que les immigrants qui commettent des crimes nuisent à la vaste majorité des immigrants qui respectent la loi. « En n'agissant pas contre ceux qui abusent de notre générosité, nous manquons à nos engagements envers les immigrants de plein droit et les immigrants éventuels », a soutenu M. Toews. « Ceux qui pensent être au-dessus de la loi ne trouveront aucune clémence dans ce pays. »

Liste non exhaustive

Le président de l'ASFC, Luc Portelance, s'est dit d'avis que cette nouvelle liste était un moyen sensé et légitime pour son organisme de renforcer la portée de la réglementation relative à l'immigration. Il a ajouté qu'il ne s'agissait pas d'une liste exhaustive.

Selon M. Portelance, plus de 15 000 personnes ont été déportées l'année dernière, dont 1800 à cause de leurs liens avec la criminalité.

L'annonce de cette nouvelle liste suit la décision de l'ASFC le 21 juillet dernier d'ajouter une section à son site Web pour rendre publics le nom et une photographie de 30 individus recherchés pour de présumés crimes de guerre ou crimes contre l'humanité.

Cette première mesure avait été critiquée par des groupes de défense des droits de la personne. Ces organisations estiment que le gouvernement fédéral devrait traduire ces personnes en justice au Canada, plutôt que de les renvoyer dans leur pays d'origine pour y subir un procès.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

La fin d'un Ontario « à deux vitesses », promet Horwath

François Pierre Dufault fpdufault@ledroit.com

La chef néo-démocrate Andrea Horwath promet la fin d'un Ontario « à deux vitesses » si son parti remporte les élections provinciales du 6 octobre. Selon elle, c'est le rôle du gouvernement d'investir dans les services publics et non d'en reléguer la responsabilité au secteur privé.

Le NPD de l'Ontario jure de mettre fin à la « privatisation » des systèmes d'éducation et de santé.

« En éducation, notre plus gros défi est que nos étudiants n'ont tout simplement pas les moyens de se payer des études postsecondaires. Nos diplômés universitaires doivent rembourser des dettes qui ont presque la taille d'une hypothèque. Ce n'est pas acceptable », a déclaré Mme Horwath, hier, de passage à Ottawa.

Comme premier pas, Mme Horwath propose d'éponger la dette étudiante des nouveaux diplômés en médecine s'ils acceptent d'aller pratiquer dans des régions sousdesservies de la province. Aux niveaux élémentaire et secondaire, le NPD veut « rétablir l'équilibre » dans le financement des écoles et imposer des limites au financement externe qu'elles reçoivent.

« Notre système d'éducation est apparemment public. Mais c'est clair que les enfants qui fréquentent des écoles dans des quartiers bien nantis ont droit à toutes sortes d'extras parce qu'il est plus facile pour leurs parents de mener des activités de financement. Les écoles dans des milieux défavorisés n'ont pas cette chance. Ce n'est tout simplement pas juste », dénonce Mme Horwath.

Désengorger les hôpitaux

En santé, le troisième parti à Queen's Park promet de créer davantage de places dans des centres de soins de longue durée et d'investir de façon significative dans les soins à domicile, afin de désengorger les hôpitaux. Un gouvernement néo-démocrate veillerait aussi à la création de 50 cliniques de santé à travers la province, où il serait possible d'obtenir un rendez-vous dans un délai maximum de deux jours.

Le clan Horwath promet aussi d'éponger 50 % de la facture du transport en commun de toutes les municipalités ontariennes qui s'engageraient, en retour, à geler leurs tarifs pour une période de quatre ans. Une annonce des néodémocrates concernant le financement des infrastructures de la province est attendue au cours des prochaines semaines.

Le NPD s'engage finalement à « ramener les tarifs d'électricité à un niveau acceptable » en réduisant la taille ou en éliminant les six agences parapubliques que les progressistes-conservateurs ont créées, sous Mike Harris.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

Des élus de Clarence-rockland sur la sellette

Samuel Blais-Gauthier sbgauthier@ledroit.com Correspondant régional-Est ontarien



ARCHIVES, Ledroit

Le maire de Clarence-Rockland, Marcel Guibord, pourrait être dans l'eau chaude, à la suite de courriels compromettants publiés hier.

Si elles devaient être authentifiées, des correspondances privées rendues publiques hier vont mettre dans l'embarras des membres du Conseil de Clarence-Rockland. Une série de courriels qui auraient été échangés entre le maire de la municipalité Marcel Guibord et un ex-partenaire d'affaires et ancien conseiller municipal ont été publiés de manière anonyme sur une page du réseau social Facebook qui compte plus de 600 citoyens engagés. Des conseillers qui se sont jusqu'ici rangés derrière le maire, pour la plupart les cadets du Conseil, sont aussi cités dans le document de plus de 30 pages.

Dans ces échanges, on voit notamment comment l'homme d'affaires aurait joué un rôle significatif dans le départ de l'ex-directeur général de la municipalité, Daniel Gatien, dont le sort a pourtant été discuté en huis clos par les membres du conseil municipal. M. Gatien a finalement rendu les armes la semaine dernière, en ratifiant sa lettre de démission, après des mois de litige avec le nouveau conseil.

Départ de M. Gatien

« Afin de te débarrasser de Daniel Gatien, j'ai revu les conditions nécessaires pour le faire », fait-il mention dans un courriel envoyé au maire de la municipalité, le 30 novembre 2010, au lendemain des élections municipales.

« Si vous voulez le mettre à la porte, il faut commencer maintenant à « monter » votre dossier [...] Après qu'il aura reçu 5 ou 6 avis bien étoffés, la porte ne sera plus bien loin! », a écrit l'homme d'affaires à l'endroit du maire et à deux de ses lieutenants à la table du conseil, dans une autre correspondance envoyée le 6 décembre dernier. Rappelons que ledit homme d'affaires est présentement en litige contre la municipalité et M. Gatien.

En plus du dossier de l'administrateur en chef, l'homme d'affaires se serait immiscé dans plusieurs autres dossiers municipaux — souvent à la demande des élus concernés — si on se fie aux courriels, notamment dans la rédaction de résolutions.

Depuis les élections municipales du 26 octobre dernier, plusieurs citoyens de la municipalité ont demandé au nouveau maire Guibord si un « neuvième échevin » ne serait pas impliqué directement ou indirectement dans les affaires municipales. Le premier magistrat a toujours nié toute implication de l'homme d'affaires, ajoutant qu'il ne l'avait consulté qu'« à quelques reprises » seulement, et dans un contexte ne concernant pas les dossiers de la municipalité. Pourtant, les courriels publiés hier font état de plusieurs exemples indiquant que l'ancien conseiller et avocat de profession aurait participé directement dans les affaires municipales.

« (Le maire) Marcel (Guibord) a proposé qu'on se rencontre dimanche après-midi afin de discuter de l'item à proposer au conseil pour le huis clos de lundi soir [...] Rien ne doit être laissé au hasard! », peut-on lire dans une correspondance datée du 10 décembre 2010 signée par l'homme d'affaires à l'endroit de M. Guibord et des conseillers qui l'appuient.

Piratage ou coup monté?

« Pour l'instant, nous en sommes à étudier la véracité ainsi que la provenance des documents publiés », s'est limité à commenter le maire de Clarence-Rockland, Marcel Guibord, visiblement contrarié lorsque joint hier.

Les autres conseillers cités n'avaient pas retourné nos appels, au moment d'aller sous presse.

Les administrateurs de la page Web Citoyens de Clarence-Rockland Citizens où ont été publiées ces informations ont aussitôt retiré les documents.

« À titre d'administrateurs du groupe, nous tentons actuellement de valider l'identité du membre anonyme — qui signe sous le pseudonyme Sergio Netaliano — et voulons aussi confirmer l'authenticité des documents publiés sur notre page. Nous tentons également de déterminer si ces informations ont été obtenues de façon légale. Vous comprendrez que vu la nature très grave de ce qui a été publié par cet individu, ces vérifications sont de mise », ont commenté les gestionnaires de la page Web.

Quant à l'homme d'affaires, il nous a été impossible de le joindre hier.



Avec Jean-François Dugas

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit

ANDREW LISTER INVESTI DANS OTTAWA-ORLÉANS

Les progressistes-conservateurs ont maintenant leur candidat dans Ottawa-Orléans, en vue du scrutin ontarien du 6 octobre. Hier soir, ils ont investi l'avocat Andrew Lister pour faire la lutte au député libéral Phil McNeely. Le nouveau venu en politique dit s'être joint aux troupes de Tim Hudak pour faire bouger les choses dans sa communauté. « J'ai entendu beaucoup d'annonces au cours des dernières années mais je n'ai pas vu énormément de changements », a-t-il déclaré dans un français impeccable. Bien conscient qu'il arrive tard dans la course, M. Lister souhaite mener une campagne «brève mais intense». M. McNeely, pour sa part, se dit prêt à défendre son bilan.

François Pierre Dufault, LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT

Les libéraux montent au front

Fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Les libéraux ontariens ont livré la marchandise depuis 2003 alors que les progressistes-conservateurs n'ont rien fait lorsqu'ils étaient au pouvoir et n'ont pas de plan pour l'avenir s'ils remportent les élections du 6 octobre, ont martelé, hier, les candidats du clan McGuinty de la région d'Ottawa.

Voter pour les troupes de Tim Hudak ramènerait l'Ontario des décennies en arrière, ont prévenu les libéraux, faisant du même coup l'étalage de leurs réalisations des huit dernières années. Construction et expansion d'hôpitaux et d'écoles, parachèvement de routes, investissements dans le transport en commun, virage vert... rien n'a été laissé de côté.

À moins de huit semaines du scrutin et accusant un retard de huit points dans les sondages, le gouvernement sortant veut passer le message aux électeurs qu'il a remis la province sur pied après des années de négligence des progressistes-conservateurs.

« La dernière fois que les progressistes-conservateurs ont été au pouvoir, ils ont promis d'importants congés d'impôts. Ils ont tenu leur promesse. Mais à quel coût? Ils ont réduit les investissements dans l'infrastructure, entre autres. Nous devons les tenir responsables d'avoir amené la province au bord du gouffre. Et aujourd'hui, ils n'ont pas de plan pour l'avenir », a prévenu le ministre Bob Chiarelli lors d'un point de presse au centre-ville d'Ottawa.

Sa collègue Madeleine Meilleur a rappelé que jamais un gouvernement ontarien n'a autant donné aux francophones, citant notamment l'agrandissement de l'hôpital Montfort et de La Cité collégiale. « Le gouvernement précédent a fermé 28 hôpitaux. Nous en avons construit 18 et les 178 autres dans la province ont été agrandis et modernisés. Aujourd'hui, nous avons la plus courte liste d'attente pour des chirurgies majeures au Canada », a déclaré la ministre déléguée aux Affaires francophones et députée d'Ottawa-Vanier.

Selon Mme Meilleur, le plan énergétique de 80 milliards\$ sur 20 ans qu'a élaboré le gouvernement de Dalton McGuinty fait déjà l'envie du monde. « L'économie verte connaîtra autant de succès que l'industrie automobile dans les années 1950 », a-t-elle prédit. « Nous avons une vision pour l'avenir alors que Tim Hudak n'en a tout simplement pas », a relancé M. Chiarelli, flanqué de ses collègues les députés Phil McNeely et Yasir Naqvi et du candidat Don Dransfield, dans Nepean-Carleton.

Plus que jamais, les libéraux ont décidé d'attaquer le programme électoral des progressistes-conservateurs, le « Changebook », qu'ils qualifient de « recette pour la faillite ». Selon eux, il manquerait au moins 14 milliards\$ à un gouvernement Hudak pour équilibrer son premier budget.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Jim Watson vise 60 000 \$ pour l'afrique

François Pierre Dufault fpdufault@ledroit.com

Le maire Jim Watson veut qu'Ottawa fasse sa part pour venir en aide aux millions de victimes de la famine en Afrique de l'Est. Il organisera une soirée-bénéfice, le mois prochain, au cours de laquelle il souhaite amasser 60 000 \$.

« La région de la Corne de l'Afrique est aux prises avec la pire famine que connaît le monde aujourd'hui. Plus de 12 millions de personnes au Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et en Somalie sont durement touchées et ont besoin de toute urgence d'aide humanitaire », a déclaré M. Watson.

Lors d'un point de presse à son bureau, hier, M. Watson a invité les Ottavians à faire preuve de compassion en prenant part à la soirée-bénéfice intitulée « Ottawa a la main sur le coeur », qui se tiendra le 14 septembre, de 17 h 30 à 19 h 30, à l'hôtel de ville. Un repas à saveur africaine sera servi, gracieuseté d'ambassades de pays africains à Ottawa. Chaque billet vendu, au coût de 100 \$, sera égalé par le gouvernement canadien.

Les sommes amassées lors de cet événement seront remises à la Coalition humanitaire, un regroupement des organismes CARE Canada, Oxfam, Plan Canada et Aide à l'enfance Canada. Jusqu'à présent, ces organismes ont amassé 6,5 millions \$, mais les besoins sont encore plus grands, selon Nicolas Moyer, directeur général de la coalition.

Les billets sont disponibles auprès de Brook Simpson par courriel, à brook.simpson@ottawa.ca, ou par téléphone, au 613-580-2424, poste 21526.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI | porfali@ledroit.com

Des fonctionnaires trop bons pour être honnêtes

Les fonctionnaires fédéraux, comme les écoliers, ne sont pas à l'abri de la tricherie : depuis quatre ans, plus de 35 d'entre eux ont été reconnus coupables d'avoir commis de la fraude en tentant de gravir les échelons de l'appareil gouvernemental, révèle

Fraude lors d'examens d'admission, falsifications de diplômes universitaires ou de résultats aux tests de langue... les stratagèmes employés pour se soustraire aux processus de sélection de la Commission de la fonction publique (CFP) sont multiples. Tout comme le profil des postulants pris la main dans le sac. Directeurs, gestionnaires principaux et simple commis figurent parmi la liste de maîtres chanteurs.



ARCHIVES, Ledroit

Plus de 35 fonctionnaires ont été reconnus coupables de fraude en tentant d'obtenir un emploi ou une promotion.

Comme ce directeur en Recherche en opinion publique, au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, dont la nomination a été révoquée, en 2007, après qu'on se soit rendu compte qu'il avait truqué, à maintes reprises, les résultats de tests d'interaction orale et transmis des curriculum vitae contenant de fausses informations.

Ou ces deux fonctionnaires de l'Agence du revenu ayant fourni de fausses références pour l'une de leurs amies oeuvrant à Rideau Hall, en prétendant avoir été sa patronne.

Certains redoublent de créativité : un candidat a modifié méticuleusement les résultats de son Examen de compétence en communication écrite avant de les télécopier à la Défense nationale. Plusieurs semblent s'être servis de leurs téléphones cellulaires pour accéder à des renseignements pendant un test où aucune note n'était admise.

Dans de nombreux cas, des employés au sein même du ministère ont aidé certaines connaissances à obtenir l'emploi, en leur fournissant les réponses attendues lors d'entrevues pour un poste ou celles pour un examen des connaissances.

Lourdes conséquences

Les conséquences, pour les personnes prises sur le fait, peuvent être sévères. Renvoi immédiat et dépôt d'accusations criminelles sont possibles, quoique dans la plupart des cas, les candidats pris à tricher s'en tirent avec un rappel à l'ordre et l'obligation de suivre le cours « Paver la voie, Fondements des valeurs et de l'éthique pour les employés » de l'École de la fonction publique fédérale.

La CFP assure néanmoins prendre les choses très aux sérieux. Dans un rapport d'enquête signé par la présidente de la CFP, Maria Barrados, on indique que la Commission, un organisme indépendant chargé de surveiller l'intégrité du système de dotation gouvernemental, révisera ses politiques et « se penchera sur les questions de vérification des antécédents afin de déterminer si les processus de nomination » pourraient être revus.

« [Après notre enquête], nous soumettons tous les cas de fraudes fondées à la Gendarmerie royale du Canada à des fins d'examen et d'actions en justice, car [cela] constitue une infraction assujettie au Code criminel canadien », ajoute Alexis Tulsiram, porte-parole de la CFP. La GRC n'a pas été en mesure, hier, de dire combien d'accusations avaient été déposées au cours des dernières années en lien avec cette directive.



Dans la quasi-totalité des cas, les candidats devront également demander la permission de la CFP avant d'accepter un nouvel emploi au sein de l'appareil gouvernemental, pour une période de trois ans. Une lettre est également envoyée à la direction du ministère où oeuvrent les coupables pour les informer de la fraude commise.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit | CATHERINE LAMONTAGNE | clamontagne@ledroit.com

Le Canada veut redorer son image de marque

Le gouvernement se mettra à l'heure des médias sociaux et des téléphones intelligents

*« Il s'agit vraiment de mettre à jour tous les éléments et surtout de créer une cohérence entre tous ces éléments. »
Raymond Rivet, Porte-parole du Bureau du Conseil privé*

L'émergence des médias sociaux force le gouvernement du Canada à changer son image de marque, vieille de vingt ans.



ARCHIVES, Ledroit

Le Bureau du Conseil privé (BCP) a lancé hier un appel d'offres pour recruter une agence de publicité dont le mandat sera d'élaborer une série de nouveaux concepts et normes techniques pour les messages publicitaires du gouvernement.

« Les médias sociaux sont un nouvel environnement dans lequel on doit opérer et nous devons être en mesure de rejoindre nos auditoires », explique Raymond Rivet, porte-parole au BCP.

Les composantes visuelles et audio actuelles de l'image de marque du gouvernement du Canada pour la publicité ont été élaborées par le Secrétariat du Conseil du Trésor en 1989. Depuis, l'image de

marque du gouvernement n'a subi aucune modification à l'exception d'une animation ajoutée au drapeau du mot-symbole « Canada » en 2008.

De nombreuses études menées par le BCP poussent le gouvernement à croire que l'approche actuelle « n'est plus la meilleure façon de servir le grand public, compte tenu de la très forte compétitivité publicitaire, tant dans les médias traditionnels que dans les nouveaux environnements de communication ». L'image de marque du gouvernement du Canada comprend la narration, les effets sonores, la musique, l'agencement de couleurs, les slogans et les icônes visuelles utilisés via la télévision, la radio, la presse, le Web et la communication interne.

« Il y a des parties de l'image de marque qui ne changeront pas. Par exemple, le mot-symbole Canada va rester. Il s'agit vraiment de mettre à jour tous les éléments et surtout de créer une cohérence entre tous ces éléments », précise M. Rivet.

Michael Mulvey, professeur de marketing à l'École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa, affirme qu'en moyenne, les compagnies changent d'image de marque aux dix ans. Le gouvernement du Canada était donc mûr pour une bonne cure de jouvence, selon lui.

« Je suis surpris de voir que l'image de marque du gouvernement est la même depuis 20 ans. Le pays a beaucoup changé depuis et il est clair que les symboles ne sont plus tous appropriés », souligne M. Mulvey.

Ce dernier indique que plusieurs compagnies avaient complètement changé d'image de marque au tournant des années 2000, afin d'apporter un souffle de modernité à leur entreprise. M. Mulvey ne s'attend pas à ce que les changements de concepts soient aussi draconiens au gouvernement. Selon lui, des modifications apportées au chapitre des formes et des effets sonores et visuels sont à prévoir afin de capter l'oeil des internautes.

« Le gouvernement doit changer son image de marque pour que celle-ci puisse faire face à la nouvelle réalité. Avec l'arrivée des téléphones intelligents et des médias sociaux, l'image de marque du gouvernement doit être plus visuelle, les logos doivent être plus facilement reconnaissables », mentionne Michael Mulvey.



Canada

Au BCP, on affirme qu'il est « trop tôt dans le processus » pour se prononcer sur les changements qui toucheront l'image de marque du gouvernement.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2011 | Le Droit

BACTÉRIE NOCIVE À LA POMME DE TERRE DÉTECTÉE À OTTAWA

L'Agence canadienne d'inspection des aliments a confirmé la présence d'une bactérie nocive à la culture de pommes de terre, à Ottawa. Le nématode de la pourriture des racines, aussi appelé nématode de la pomme de terre, peut réduire le rendement des récoltes de pommes de terre et causer des dommages à celles-ci. Cette bactérie ne représente toutefois pas de risque pour la santé humaine. Le nématode de la pourriture des racines a été découvert sur une terre d'une superficie de deux acres à Ottawa. Celle-ci a été mise en quarantaine pour prévenir la propagation de la bactérie. La présence de ce nématode a déjà été confirmée sur l'Île-duPrince-Édouard, ainsi que dans certaines régions des États-Unis, de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe, du Mexique, de l'Océanie et de l'Amérique du Sud. Le nématode se propage principalement par le déplacement de matériel végétal et de sols infestés. Hull. Vers 2 h 45, deux voleurs ont fracassé la vitre de la stationservice Shell, située au 135, rue Montcalm, pour y commettre un vol. Les policiers ont pris les deux hommes en chasse, jusqu'au commerce Pilon, au 5, boulevard Montclair. Les deux suspects ont été arrêtés et ont comparu au palais de justice. sélective en circulation de la police d'Ottawa s'est soldé par 1474 accusations pour vitesse excessive dans la capitale, tandis que 112 automobilistes ont reçu une contravention pour avoir effectué un changement de voie dangereux. fermée entre 7 h et 14 h 30 tandis qu'en direction est (vers le secteur Hull), la fermeture aura lieu entre 10 h et 17 h. Une signalisation appropriée délimitera l'aire des travailleurs. La limite de vitesse maximale permise sur le chantier sera de 60 km/h. L'horaire prévu pourrait varier en fonction des conditions climatiques.

LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *19 Aug 2011* | *Ottawa Citizen* | *Postmedia News*

Video game aims to zap young-voter apathy

The Canadian Federation of Students launched a video game Thursday to urge young people to vote in the upcoming Ontario election.

The game was designed by George Brown College student Damian Sommer and aims to tackle voter apathy ahead of the Oct. 6 vote. In the game, the player has to dodge obstacles, such as tuition fees, debt and apathy to try to “catch” the ballot box. The federation represents more than 300,000 post-secondary students across Canada. The game can be found on the federation’s Ontario branch website, cfsontario.ca, and will soon be available as a mobile app.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.